

Numéro 035 du
31 Décembre 2016

Budget 2017 :

Les grandes lignes de la loi portant ouverture des crédits provisoires

Page 4



Budget 2016 :

Les investissements toujours en baisse à fin novembre

Page 5

SOMMAIRE

Editeur

L'Observatoire de la Dépense Publique

Président du Conseil d'Administration

Florimond Muteba Tshitenge

Directeur de Publication

Rycky Mapama

Secrétaire de Rédaction

Jacques Katshelwa

Rédacteur en Chef

Valery Madianga

Equipe de Rédaction

Jacques Katshelwa

Valery Madianga

Valentin Madiba

Olivier Kipulu

Guillaume Atatama

Mise en page et Réalisation PAO

Valery Madianga

Adresse:

191, avenue Buta, Commune de Lingwala

Kinshasa/Rép.Dém. du Congo

Téléphone: +243 81 078 3751

E-mail: odeprdc@yahoo.fr

info@odeprdc.cd

www.odeprdc.cd

Edito:

La stratégie de suivi citoyen des finances publiques

p.3

Actualité:

Budget 2017 :

Les grandes lignes de la loi portant ouverture des crédits provisoires

p.4

Dossier:

Budget 2016 :

Les investissements toujours en baisse à fin novembre p.5

- Exécution du budget 2016 par axe du programme du gouvernement p.6
- Exécution par nature économique p.7
- Les dépenses de services sociaux fin Novembre 2016 p.7
- Les dépenses des institutions politiques p.8
- Les charges transférées en provinces et ETD p.8
- Constats et recommandations p.9

Reddition des comptes 2015 :

Quelques investissements sur transferts aux provinces et ETD

p.10

Cette publication a été réalisée grâce à l'appui de:



La stratégie de suivi citoyen des finances publiques

La participation de la société civile dans la gestion des finances publiques en République Démocratique du Congo n'a souffert d'aucune compromission ou d'aucune remise en cause des partenaires en 2016. Elle a été encouragée par certains partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale, le PNUD, Union Européenne, Coopération Belge, la coopération britannique, la fondation OSISA, 11.11.11,... surtout engagés dans les chantiers de développement de la RDC.

Les Ministères du Budget et des Finances ont par conséquent intégré cette donne dans la gestion des finances publiques en invitant la société civile à participer à l'atelier d'orientation budgétaire, aux conférences budgétaires de 2016 et à l'examen du projet du budget au parlement.

Malgré sa participation à de tels cadres en 2016 où elle a contribué qualitativement, la société civile gagnerait à être mieux organisée en 2017 afin de jouer pleinement son rôle de suivi citoyen.

Fort de ce constat et en vue d'influencer de manière efficace en matière des finances publiques et sur les politiques gouvernementales, l'Observatoire de la Dépense Publique va créer en 2017 une unité d'analyse des budgets programmes sectoriels et du budget général de l'Etat. Elle aura pour mission :

- D'entreprendre des réflexions critiques sur le budget des secteurs de l'eau, éducation, santé et agriculture pour insuffler une orientation, celle de la société civile, à l'exécution du budget par l'Etat pour le bien être de toute la population congolaise ;

- D'analyser les impacts sociaux des politiques gouvernementales en vue de proposer des actions correctives ;

- Enfin, de mener des actions de lobbying et de plaider pour une meilleure affectation des ressources publiques des secteurs de l'eau, éducation, santé et éducation en faveur des plus pauvres.

Que cette nouvelle stratégie de participation citoyenne/suivi budgétaire qui sera mise en place par l'ODEP en 2017 permette l'élimination des inégalités économiques et sociales, l'accès de tout citoyen aux services publics, la disponibilité et l'accessibilité des informations budgétaires et le renforcement de la coopération entre l'Etat et la Société Civile.

Afin d'escompter davantage de résultats avec cette nouvelle stratégie, l'Observatoire de la Dépense Publique gagnerait d'avantage à développer des partenariats avec le gouvernement et les autres Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur de finances publiques. Comme dirait un adage africain « une seule main ne peut pas ramasser la farine ». Ni le gouvernement, ni l'ODEP, ni les autres Organisations de la Société Civile intervenant dans le secteur de finances publiques ne peuvent à eux seuls propulser le développement de la RDC. Un consensus «sans réserve» pour nouer un partenariat entre le gouvernement et la Société Civile est bénéfique pour la mise œuvre de la politique économique et social de la RDC par la complémentarité de leurs actions.

Prof. Florimond MUTEBA, P.C.A de l'ODEP



L'équipe gouvernementale à l'aass. Nationale

Budget 2017 :

Les grandes lignes de la loi portant ouverture des crédits provisoires

La loi portant ouverture des crédits provisoires pour la période allant du 1er au 31 janvier 2017 est évalué à hauteur de 557,9 milliards de francs congolais.

Elle a été élaboré conformément à l'esprit des articles 31 et 83 de la Loi relative aux Finances Publiques.

En recettes comme en dépenses, ces crédits provisoires représentent le 1/12ème du rectificatif budgétaire du 29 juin 2016 arrêté à 6 694 milliards de CDF.

Ces assignations budgétaires comprennent : 458,1 milliards de francs congolais du Budget Général ; 69,2

milliards de francs congolais des Budgets annexes et 30,6 milliards de francs congolais des comptes spéciaux ».

Les recettes du Budget Général sont ventilées comme suit :

- 365 milliards CDF des recettes internes;
- 252 milliards CDF des recettes douanières;
- 144,8 milliards CDF des recettes des impôts;
- 48,9 milliards CDF des recettes non fiscales;
- 11,8 milliards CDF des recettes des pétroliers producteurs;
- 7,8 milliards CDF des recettes exceptionnelles;

Les dépenses du Budget Général sont ventilées comme suit :

- 13,9 milliards des dépenses de la dette publique;
- 6,5 milliards CDF en dépenses des Frais Financiers;
- 166,4 milliards CDF des dépenses du personnel;
- 14,4 milliards CDF des dépenses des matériels;
- 22,3 milliards CDF des dépenses des prestations;
- 120,9 milliards CDF des dépenses de Transferts et interventions de l'Etat;
- 69,3 milliards CDF des dépenses d'équipements;
- 40,3 milliards CDF des dépenses de construction, Réhabilitation, Addition d'ouvrages et édifices, acquisitions immobilières.

Valery Madianga
 Chargé de communication

DOSSIER

Exécution du Budget fin novembre 2016 :

Les investissements toujours en baisse

Construction du barrage Zongo II

La loi de finances rectificatives 2016 a été votée en recettes et en dépenses à hauteur de FC 6.694.506.503. Les états de suivi budgétaire provisoire à fin Novembre 2016 renseignent un niveau global des dépenses exécutées de l'ordre de 3.623.811.668.862 FC contre les prévisions linéaires de 5.039.348.964.268 FC, soit un taux d'exécution de 71,9%.

En ressources internes, les dépenses effectuées s'élèvent à 3.484.901.092.371 FC contre une prévision de 4.141.862.489.258 FC, soit un taux d'exécution de 84,1%.

En ressources extérieures, les statistiques collectées auprès des différents partenaires techniques et financiers indiquent un niveau des dépenses exécutées à hauteurs de

138.910.576.492 FC contre les prévisions linéaires de 897.497.486.475.001 FC, soit un taux d'exécution de 18,8%.

De manière générale, les différentes étapes de l'exécution des dépenses affichent le comportement ci-après :

- Engagement : 3.957.431.091.430 Fc, contre une prévision linéaire de 5.039.348.964.268 FC, soit un taux de 78,5%.
- Liquidation : 3.937.365.589.468 FC correspondant au taux de 99,5% par rapport aux engagements ;
- Ordonnancement : 3.635.450.251.445 FC, renseignant le taux de 92,3% par rapport aux liquidations ;
- Paiement : 3.623.811.688.862 FC indiquant le taux de 99,7% par rapport aux ordonnancements.



Exécution par axe du programme du gouvernement

Pour Matérialiser le vocable « Révolution de la Modernité » au cours de la mandature 2012-2016, le gouvernement congolais a élaboré un programme d'actions avec six objectifs principaux :

Poursuivre les réformes institutionnelles pour améliorer l'efficacité de l'Etat (réforme de l'administration publique, de l'armée et des services de sécurité, de la justice, des finances publiques, décentralisation) ; Accélérer la croissance économique tout en maintenant la stabilité macroéconomique ; Poursuivre la

construction et la modernisation des infrastructures de base ; Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population ; Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté ; et Renforcer la diplomatie et la coopération au développement.

Ainsi, l'exécution du budget à fin novembre 2016 par axe du programme du gouvernement se présente de manière suivante :

« les axes 4 et 5 consacrés au social ont connu respectivement un taux d'exécution

de 84,9 % et 89,5%. L'axe consacré au renforcement de la diplomatie et à la coopération au développement a été exécuté en dépassement, c'est-à-dire à hauteur de 103,6% ; poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base a été exécuté à 36,6% ; consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi a été exécuté à 50,4% et poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat a été exécuté à 80,8% ». Ci-dessous le tableau :

Axes	Prévision linéaire 30 novembre 2016	Exécution	Taux d'ex. (%)
Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	1.678.867.403.787 FC	1.356.875.609.935	80,8%
Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi	1.281.951.068.605 FC	645.796.877.308 FC	50,4%
Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	315.279.974.086	11.333.351.914	36,6
Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	1.685.919.945.242	1.431.270.110.780	84,9
Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	39.606.086.549	35.440.151.879	89,5
Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	37.724.485.999	39.095.567.046	103,6

Source: DPSB/Ministère du Budget

Exécution par nature économique

A la lumière de l'exécution des dépenses par nature économique, les dépenses d'investissements, c'est-à-dire équipements et construction, réfection, réhabilitation ont connu

respectivement un taux d'exécution de 14,4% et 23,5%. Le gouvernement s'est résolu à payer la dette publique en capital à hauteur de 135,2% ; les frais financiers à 78,5% ; les dépenses

de personnel à 99,1% ; Biens et matériels à 66,1% ; dépenses de prestations 126,2% ; transferts et intervention de l'Etat 65,7%.

Titres budgétaires	Prévision linéaire au 30 septembre	Exécution	Taux d'exéc. (%)
Dette publique en capital	153.185.743.333	207.256.303.617	135,2
Frais financiers	71.798.217.517	56.372.532.711	78,5
Dépenses de personnel	1.874.741.925.223	1.857.159.271.058	99,1
Biens et matériels	105.043.994.006	158.821.823.828	66,1
Dépenses de prestations	244.955.889.190	309.161.781.807	126,2
Transferts et intervention de l'Etat	1.329.932.994.305	874.100.443.590	65,7
Equipements	762.303.348.114	110.508.100.199	14,5
Construction, réfection, réhabilitation,...	443.609.022.757	104.209.241.875	23,5

Source: DPSB/Ministère du Budget

Les dépenses de services sociaux

Les dépenses de services sociaux exécutées entre janvier et 30 septembre 2016 se présentent de manière suivante : santé à 54,8% ; Enseignement Primaire et secondaire à 89,4% ; Enseignement technique et professionnel à 3,1% ; Infrastructures et travaux publics 27,3% ; Agriculture à 18,3% ; Développement rural à 19,0% ; Energie à 76,3%.



Administration	Prévisions linéaires au 30 septembre 2016	Exécution	Taux d'ex. (%)
Santé	335.504.893.536	184.175.591.640	54,8
Enseignement Primaire et secondaire	622.944.665.615	553.271.680.330	89,4
Enseignement technique et professionnel	51.711.726.723	1.643.119.800	3,1
Infrastructures et travaux publics	249.484.827.455	68.312.321.165	27,3
Agriculture	277.098.810.094	50.974.606.579	18,3
Développement rural	56.540.967.197	10.755.357.359	19,0
Energie	109.322.470.769	83.521.605.734	76,3

Source: DPSB/Ministère du Budget

Les dépenses des institutions politiques



Le parlement de la RDCongo

Entre janvier et novembre 2016, les dépenses des institutions politiques ont été exécutées de manière suivante : présidence de la ré-

publique 119,9% ; Primature à 178,8% ; Sénat à 104,0% ; Assemblée nationale à 78,5% ; Commission électorale nationale indépendante à 61,1% ; Commission

nationale de droit de l'Homme à 29,5% ; Conseil économique et social à 66,8% ; Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication à 76,8%.

Institutions	Prévisions linéaires au 30 novembre 2016	Exécution au 30 novembre 2016	Taux d'ex. (%)
Présidence de la République	87.574.304.680	105.048.752.497	119,9
Primature	20198919.910	36.119.859.386	178,8
Sénat	40.945.317.313	42.594.602.608	104,0
Assemblée nationale	138.151.523.503	108.449.752.880	78,5
Commission électorale nationale indépendante	292.247.988.536	178.828.276.260	61,1
Conseil économique et social	6.454.129.237	4.316.141.299	66,8
Commission nationale de droit de l'Homme	5.658.846.787	1.670.641.591	29,5
Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication	5.003.885.258	3.843.297.898	76,8

Source: DPSB/Ministère du Budget

Les charges transférées en provinces et ETD

Charges transférées	Prévision linéaire au 30 septembre	Exécution	Taux d'exéc. (%)
Rémunération	659.539.241.322	684.610.108.752	103,8
Fonctionnement	194.700.000.000	118.902.462.555	61,1
Investissement	149.718.488.600	33.274.886.276	22,2

Source: DPSB/Ministère du Budget

Constats et recommandations de l'ODEP sur l'exécution du budget à fin novembre 2016



Les membres de l'ODEP

Au terme de l'analyse des dépenses du budget 2016 exécutées entre janvier et septembre, on constate ce qui suit :

- 84,1% des dépenses ont été exécuté grâce aux ressources internes tandis que les ressources externes ont été mobilisé à hauteur de 18,8% ;
- Les dépenses du social ont été faiblement exécutées ;
- les dépenses de fonctionnement des Ministères et de rémunération du personnel ont connu un taux d'exécution de 80% au moins dans toutes les administrations ;

- les dépenses d'investissements sur ressources propres et sur ressources extérieures ont été faiblement exécutées ;
- les dépenses des institutions politiques, telles que la Présidence et la Primature ont été exécuté en dépassement.

Face aux constats présentés dans les lignes précédentes, l'ODEP recommande gouvernement ce qui suit :

- De se conformer au prescrit de la loi de finances de l'année, qui prévoit les recettes comme étant des minima

obligatoires ;

- de respecter les termes des articles : 26, 27, 38, 39 et 40 de la loi relative au finances publiques ;
- d'augmenter dans l'exécution la part du budget alloué aux investissements à hauteur de 50% (santé, éducation, agriculture, développement rural et Infrastructure).

La Transparence

Reddition des comptes 2015 :

Quelques investissements sur transferts aux provinces et ETD

Enseignement Primaire et Secondaire			
	Prévision	Exécution	Taux d'ex. (%)
Réhabilitation de l'Inst. Péd de Kananga, Kananga I, BUKITU, KATUBWE, UNTU, BUNKONDE	757.991.219,00	1.524.697.999,00	201,15
Réhabilitation de 6 écoles à Kabambare	1.603.284.579,00	5.671.562.992,06	353,75
Ecole de métier/Kenge	24.683.146,00	2.806.642.723,00	11.370,68
Réhabilitation des infrastructures scolaires existantes dans la ville de Mbuji-mayi	616.032.360,00	4.483.052.907,94	727,73
Réhabilitation de 109 écoles de l'EPSP dans les 2 villes (Boma et Matadi) et les 10 territoires du Kongo central	9.330.560.028,00	657.330.083,13	7,04
Réhabilitation de 5 écoles primaires et secondaires dans le territoire de Punia	1.603.284.579,00	5.671.562.992,06	653,75
Construction de l'EP Pululu Mbambu	1.210.957.277,00	5.860.957.277,00	483,99
Projet de construction des écoles primaires/Katanga 1	4.891.379.643,00	5.000.000.000,00	102,22
Projet de construction des écoles Secondaires/Katanga 1	7.000.393.491,00	3.934.154.879,55	56,20

INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS			
	Prévision	Exécution	Taux d'ex. (%)
Projet de construction de l'avenue Kulumba/Limete (Kinshasa)	6.221.096.091,00	465.000.000,00	7,47
Projet de Fourniture et pose couverture métallique des tribunes/Stade Tata Raphaël (Kinshasa)	3.381.529.130,00	279.000.000,00	8,25
Projet de réhabilitation des bâtiments pour les services urbains	1.612.140.988,00	1.568.444.702,40	97,29
Projet de réhabilitation de l'avenue tronçon Mobutu-avenue Mayilamen	5.424.924.703,00	1.307.700.824,43	24,11
Projet d'achèvement du marché central de Goma	324.943.130,00	232.500.000,00	67,80
Projet de construction du marché d'Idiofa	29.558.448,00	1.563.685.260,79	5.290,15
Réhabilitation de l'axe routier Kindu-Kibombo 159 Km	858.902.441,00	2.535.626.998,62	295,22
Projet de réhabilitation de 3,84 Km de la route dans la ville de Mbuji-Mayi	184.800.496,00	1.089.391.383,16	589,50

L'information en continue sur
www.odeprdc.cd